

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 25 avril 2016

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 17

Objet de la délibération : Environnement
Energie - Agriculture Convention de
participation financière avec le Syndicat
des exploitants Agricoles des gorges du
Loup

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : BC.2016.068

Date de la convocation :
Le 19/04/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage **03 MAI 2016**
en date du

de la réception s/Préfecture
en date du **10 MAI 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 25 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES

Monsieur LOMBARDO,

Dans le cadre de sa stratégie agricole 2015-2017 adoptée en Conseil Communautaire du 13 avril 2015, la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis a inscrit des actions relatives à la sensibilisation du grand public aux enjeux agricoles locaux.

C'est à ce titre que le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup, qui représente et défend les intérêts de la profession agricole dans le domaine moral, technique, social, économique et administratif dans les Alpes-Maritimes, sollicite la CASA pour être partenaire de la Fête Paysanne de Gourdon le 05 mai 2016.

La fête proposera de nombreux stands de vente et de dégustation de produits locaux, présentation des animaux de la ferme, balades à poneys, exposition de photos de l'agriculture et stands institutionnels.

La finalité de cette fête est de créer un lieu de rencontres entre une quinzaine de producteurs de la CASA et consommateurs autour d'une agriculture locale riche et diversifiée. Ils mettront ainsi en avant toutes les richesses de notre territoire.

Cette manifestation se déroulera le 05 mai 2016 à Gourdon.

Les objectifs spécifiques de la fête sont les suivants :

- Mettre en relation des producteurs locaux en circuit court et des clients intéressés par des produits de qualité et locaux ;
- Informer la population sur l'agriculture locale de proximité ;
- Dynamiser les villages ruraux autour de l'agriculture ;
- Conforter l'image d'une commune proche du terrain et ancrée dans leur paysage.

Le budget global de cette action est de 2 900€.

Le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup sollicite la CASA à hauteur de 600€.

L'autre principal partenaire financier est le Conseil Départemental des Alpes Maritimes.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 600 € au Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup pour la mise en œuvre et l'organisation de la Fête paysanne qui s'inscrit dans la politique agricole globale de la CASA,
- d'approuver la convention de participation financière entre le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis délégué à l'agriculture à signer ladite convention, à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention de 600 € au Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup pour la mise en œuvre et l'organisation de la Fête paysanne qui s'inscrit dans la politique agricole globale de la CASA,
- d'approuver la convention de participation financière entre le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis délégué à l'agriculture à signer ladite convention, à diligenter les procédures administratives nécessaires et à signer tous les actes inhérents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 25 avril 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC LE SYNDICAT D'EXPLOITANTS AGRICOLES DES GORGES DU LOUP**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

Le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but la défense des intérêts de la profession agricole, dont le siège social est Mairie, place Maximin Escalier- 06 140 Tourrettes sur Loup, représentée par Bruno GABELIER, agissant au lieu et place du syndicat agricole en sa qualité de Président, conformément aux statuts du syndicat

Ci-après désignée **le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup**

EXPOSE

Le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la gestion des espaces naturels et agricoles communautaires et du développement économique.

Conformément à ses statuts, **le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup** qui représente et défend, les intérêts de la profession agricole dans le domaine moral, technique, social, économique et administratif dans les Alpes-Maritimes, sollicite la Communauté d'Agglomération pour la réalisation de la Fête Paysanne à Gourdon.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Dans ce cadre, il est prévu de nombreux stands de vente et de dégustation de produits locaux, présentation des animaux de la ferme, balades à poneys, exposition de photos sur l'agriculture, et stands institutionnels.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, **le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup** s'engage à mettre en œuvre, pour l'année 2016, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, la mission suivante :

1/ Organisation de la Fête Paysanne à Gourdon

L'objectif de cette fête est de créer un lieu de rencontre entre producteurs et consommateurs autour d'une agriculture locale riche et diversifiée. Une quinzaine de producteurs de la CASA sera représentée ce jour-là mettant ainsi en avant l'agriculture de la CASA.

Cette manifestation se déroulera le 05 mai 2016 à Gourdon.

Développer / bilan – motifs / réalisation (moyens humains, ...)

Les objectifs **du Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup** sont les suivants :

- Mettre en relation des producteurs locaux en circuit court et des clients intéressés par des produits de qualité et locaux
- Informer la population par rapport à l'agriculture du territoire
- Dynamiser les villages ruraux autour de l'agriculture
- Conforter l'image d'une commune proche du terrain et ancrée dans leur paysage

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement **le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup** pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour la période d'un an.

En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

(Attention : phrase à supprimer si la subvention est réglée en plusieurs fois)

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 2900€ conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

Le syndicat agricole s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

Le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 600€

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co- financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ Le syndicat s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **des bilans trimestriels ou semestriels et un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Bilans trimestriels ou semestriels–Evaluations intermédiaires

Le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup s'engage à fournir jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

Un bilan illustré des différentes manifestations comprenant notamment :

- Nombre de participants : agriculteurs, visiteurs.
- Distribution et analyse de questionnaires de satisfaction auprès des exposants et des visiteurs.
- Réunion d'échange avec la commune de Gourdon.

Appréciation qualitative et quantitative de l'utilisation du budget.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec le syndicat agricole à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

Les techniciens du **Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup** et de la CASA se réuniront au minimum une fois au cours de ce projet.

Les contacts téléphoniques et échanges par mail seront réguliers afin d'informer les parties prenantes de l'évolution de la réalisation des actions.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son **Assemblée Générale** (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le **compte-rendu** des Assemblées ainsi que son **rapport moral, d'activité et financier**.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par **Le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup**

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et le syndicat agricole, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

Le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, le **Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup** remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année
- Si le **Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup** est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ **Le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup** devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par **le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup**, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

Le Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour **Le Syndicat d'Exploitants
Agricoles des Gorges du Loup**,
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice- Président Délégué à
L'agriculture et au développement durable

Bruno GABELIER

Gérald LOMBARDO

Nous sommes là pour vous aider



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Association

Loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association

Dossier de demande de subvention

ANNEE 2016

Nom de la structure
porteuse de l'action :

SYNDICAT AGRICOLE INTERCOMMUNAL DES GORGES DU LOUP

Intitulé de l'action :

Fête Paysanne de Gourdon

CUCS/Quartier(s) :

☒ Première demande

☐ Renouvellement d'une demande

Vous trouverez dans ce dossier :

- Des informations pratiques pour vous aider à le remplir
- Une demande de subvention (fiches 1-1, 1-2, 2, 3-1 et 3-2)
- Deux attestations (fiche 4)
- La liste des pièces à joindre au dossier (fiche 5)
- Un compte rendu financier de l'action subventionnée (fiches 6-1 à 6-6)
- Dossier à renvoyer en version Word (électronique) et version papier signé

Ce dossier est envoyé à l'une ou plusieurs des administrations suivantes (cochez la ou les case(s) correspondante(s) et donnez les précisions demandées) :

☐ Etat.....

☐ Région

☐ Département

☒ Commune ou EPCI (intercommunalité)

☐ Autre (préciser)

Cadre réservé au service

Informations pratiques

Qu'est-ce que le dossier de demande de subvention ?

Ce dossier doit être utilisé par toute association sollicitant une subvention auprès de l'État. **Il peut être utilisé pour les collectivités territoriales et les établissements publics.** Il concerne le financement d'actions spécifiques ou le fonctionnement général de l'association qui relèvent de l'intérêt général. Dès lors, il ne concerne pas les financements imputables sur la section d'investissements.

Ce dossier a été établi conformément aux règles nationales et communautaires applicables aux financements publics.

Le dossier comporte 6 fiches.

→ Fiche n° 1.1 et 1.2 : Présentation de votre association

Pour bénéficier d'une subvention, **vous devez disposer** :

- d'un numéro SIRET ;
Si vous n'en avez pas, il vous faut le demander à la direction régionale de l'INSEE. Cette démarche est gratuite (annuaire des directions régionales sur <http://www.insee.fr>)
- d'un numéro RNA, ou à défaut, du numéro de récépissé en préfecture ;

Ces références constitueront vos identifiants dans vos relations avec les services administratifs.

Le numéro RNA (répertoire national des associations) est attribué à l'occasion des enregistrements de création ou modification en préfecture.

→ Fiche n° 2 : Budget prévisionnel de votre association

Si vous disposez déjà d'un budget respectant la nomenclature du plan comptable associatif¹, il vous suffit de le transmettre en ne faisant figurer sur la fiche que le montant de la subvention demandée.

→ Fiche n° 3.1.1 à 3.2.2 : Description de l'action projetée

Vous devez remplir cette fiche si la demande de subvention est destinée au financement d'une action spécifique que vous souhaitez mettre en place.

Si vous sollicitez un financement pour plusieurs actions, vous devez remplir une fiche par action.

→ Fiche n° 4 : Attestation sur l'honneur

- **4.1** Cette fiche permet au représentant légal de l'association, ou à son mandataire de signer la demande de subvention et d'en préciser le montant.
Attention : Votre demande ne pourra être prise en compte que si cette fiche est complétée et signée.
- **4.2** Cette attestation est à remplir si vous estimez ne pas avoir reçu plus de 500.000 euros d'aides publiques au cours de vos trois derniers exercices.

→ Fiche n° 5 : Pièces à joindre

→ Fiche n° 6 : Compte rendu financier²

Le **compte rendu financier** est composé d'un tableau accompagné de son **annexe explicative** et d'un **bilan qualitatif** de l'action.

Ce compte rendu est à détacher et à retourner lors de toute nouvelle demande ou dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au titre duquel la subvention a été accordée, accompagné du dernier **rapport annuel d'activité** et des **comptes approuvés** du dernier exercice clos.

1

Règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations homologué par l'arrêté du 8 avril 1999 (J.O n° 103 du 4 mai 1999 page 6647).

2

Obligation prévue par l'article 10 de la loi n° 2000-321 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration. Cf. arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 publié au Journal officiel du 14 octobre 2006.

Dans quel domaine d'intervention et quel(s) dispositif(s) s'inscrit votre action ?

- Il vous est demandé de rappeler la thématique correspondant à la nature de votre action. Pour ce faire, vous ne devez cocher qu'une seule case parmi celles proposées dans la liste.
- Vous indiquerez également le(s) dispositif(s) au titre duquel (ou desquels) vous avez obtenu la subvention (plusieurs possibles si votre action bénéficie de financements croisés). Si vous hésitez à renseigner cette rubrique, vous pouvez, le cas échéant, vous rapprocher du chef de projet.

THEMATIQUES (cochez une seule case par thématique)

- ☐ Habitat et cadre de vie / Gestion Urbaine de Proximité
- ☐ Accès à l'Emploi / Insertion Professionnelle
- ☐ Développement Economique
- ☐ Education / Soutien à la Parentalité
- ☐ Accès aux pratiques sportives, culturelles et de loisirs
- ☐ Prévention de la Délinquance
- ☐ Accès au Droit et à la Justice de Proximité / SAVU
- ☐ Citoyenneté / Lien Social
- ☐ Santé / Accès aux Soins
- ☐ Insertion Sociale
- ☐ Lutte contre l'Illettrisme / Maîtrise de la Langue
- ☐ Lutte contre les Discriminations
- ☐ Accès aux Services Publics de Proximité
- ☐ Formation et Animation de la Politique de la Ville
- ☐ Evaluation de la Politique de la Ville
- X Autre (préciser) : Promotion de l'Agriculture

SI ACTION RELEVANT DU PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE, PRECISER LE VOLET CONCERNE :

- ☐ Equipe de Réussite Educative (accompagnement enfants et familles, coordination)
- ☐ Scolaire ☐ Santé ☐ Sports ☐ Culture ☐ Social
- ☐ Autre (préciser) :

DISPOSITIFS (indiquer le(s) dispositif(s) susceptible(s) d'être concerné(s) par votre action) :

- ☐ C.U.C.S. ☐ P.R.E. ☐ C.E.L. ☐ C.L.A.S. ☐ R.S.E. ☐ Ecole Ouverte
- ☐ C.L.S.P.D. ☐ F.I.P.D. ☐ V.V.V. ☐ S.A.V.U. ☐ Equipes Emploi-Insertion
- ☐ A.S.V. Existant ☐ Nouvel A.S.V. ☐ P.R.S.P. ☐ Plan de lutte contre les discriminations
- ☐ Autre (préciser) :

1-1. Présentation de votre association

Identification :

Nom : Syndicat Agricole Intercommunal des Gorges du Loup

Sigle :

Objet : Syndicat Agricole

Activités principales réalisées :

Adresse de son siège social : Mairie, Place Maximin Escalier

Code postal : 06140 Commune : Tourrettes sur Loup

Téléphone : 0493215067 Télécopie :

Courriel : elodiemartin@fdsea06.fr

Adresse site internet :

Adresse de correspondance, si différente du siège : MIN Fleurs 6 - Box 116

Code postal : 06 296 Commune : NICE Cedex 3

L'association est elle (cocher la case) : nationale ☐ départementale X régionale ☐ locale ☐

Union, fédération ou réseau auquel est affiliée votre association (indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle) : Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles des Alpes-Maritimes

Votre association a t-elle des adhérents personnes morales : non X oui ☐ lesquelles ?

Identification du responsable de l'association (président(e) ou autre personne désignée par les statuts) :

Nom : GABELIER

Prénom : Bruno

Fonction : Président

Téléphone : 0493215067 Courriel : elodiemartin@fdsea06.fr

Identification de la personne chargée du présent dossier de subvention :

Nom : MARTIN Prénom : Elodie

Fonction : Chargée de Communication

Téléphone : 0493215067 Courriel : elodiemartin@fdsea06.fr

Identités et adresses des structures associatives relevant du secteur marchand avec lesquelles l'association est liée :

Pour un renouvellement, ne compléter que les informations nouvelles ou les mises à jour.

4 Les ETPT correspondent aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. A titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l'année correspond à 0,8 ETPT, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à 80 % correspond à $0,8 \times 3/12$, soit 0,2 ETPT.

2. Budget prévisionnel de l'association

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin d'exercice. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 2016

date de début :

date de fin :

CHARGES	MONTANT ⁵	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
DEPENSES IMPREVUES		EXEDENT ANTERIEUR REPORTE	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	600
Prestations de services	280	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	180	74- Subventions d'exploitation ⁶	
Autres fournitures	800	CUCS	
61 - Services extérieurs		Droit commun :	
		Etat :	
		-DRAAF	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		- PACA	
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs		- Alpes Maritimes	1000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	600	Intercommunalité(s) : ⁷	
Publicité, publication	580	- CASA	600
Déplacements, missions	450	Commune(s) :	
Services bancaires, autres		- Gourdon	
63 - Impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		- CAF	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		Fonds européens	
Rémunération des personnels,		L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	500
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	10	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement		Autofinancement	200
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁸			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	2 900	TOTAL	2 900

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

⁷ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

⁸ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

3-1.1 Description de l'action

Personne chargée de l'action :

Nom : MARTIN Prénom : Elodie

Fonction : Chargée de Communication

Téléphone : 04 93 21 50 67 Courriel : elodiemartin@fdsea06.fr.....

Nouvelle action ☒ ou Renouvellement d'une action ☐

Présentation de l'action :

Intitulé de l'action : Fête Paysanne de Gourdon

Objectifs de l'action : Promotion de produits locaux :

- Mise en relation des producteurs locaux en circuit court et des clients intéressés par des produits de qualité et locaux ;
- Information de la population par rapport à l'agriculture de chez eux ;
- Dynamisme dans les villages ruraux autour de l'agriculture ;
- Conforter l'image d'une commune proche du terrain et ancrée dans leur paysage.

A quel(s) besoin(s) cela répond-il ?

Un besoin des consommateurs de connaître son agriculture locale et d'accéder à ses produits. Un besoin des exploitants agricoles de se faire connaître et développer un réseau de vente directe. Un besoin du syndicat de défendre une agriculture locale et de renouer avec son territoire. Enfin, un besoin des communes de trouver des producteurs locaux et de les présenter à ses citoyens.

Qui a identifié ce besoin (l'association, les usagers, etc.) ?

Les adhérents ont besoin de se faire connaître. Sans cela, ils sont mélangés avec les revendeurs sur les marchés et peinent à toucher leurs clients. De plus, grâce à cette fête, ils peuvent communiquer sur leurs autres voies de commercialisation, magasin par exemple. Parmi la vingtaine de producteurs présents, sur le territoire de la CASA ceux sont les producteurs locaux suivants que vous retrouverez le jour de la Fête Paysanne de Gourdon :

NOM	PRENOM	VILLE	PRODUCTION
Coche	Jérôme	Tourrettes sur Loup	Horticulture (Earl La Violette)
Lebois	David	Tourrettes sur Loup	Porcs
Gabelier	Bruno	Tourrettes sur Loup	Fromages (chèvre et brebis)
Mertillo	Philippe	Châteauneuf de Grasse	Viande (ovin et caprin)
Bertaina	Julien	Tourrettes sur Loup	Vin
Zunino	Denis	Châteauneuf de Grasse	Fraises, herbes fraîches
Monjon	Bruno	Cipières	Agneau
Guerrault	Fanny	Le Bar sur Loup	Maraîchage
Frère	Jean-Philippe	Le Rouret	Olives
Lenegrat	Erwann	Châteauneuf de Grasse	Olives
Gorrieri	Fabienne	Vallauris	Maraîchage
Courron	Jacques	Caussols	Eleveur Ovin

Les partenaires du syndicat et les consommateurs eux-mêmes ont également identifié un besoin important. Les communes sont nombreuses à se pencher sur la question des produits locaux et sains. Ainsi, la recherche de produits locaux débute ici et se complète par une mise en relation qui débouchera sur de l'achat en magasin de producteurs ou en livraison.

Description de l'action (voir également page suivante) :

- Stands de vente de produits locaux,
- Dégustation de produits locaux,
- Présentation des animaux de la ferme,
- Ballade à poneys,
- Exposition de photos sur l'agriculture,
- Grillades,
- Stands institutionnels (Chambre d'agriculture, FDSEA, JA, ...).

La communication sera assurée par des affiches et banderoles mais également relayée par nos partenaires de la radio et de la presse via des articles et notes d'information notamment dans Nice Matin.

3-1.2 Description de l'action (suite)

Public bénéficiaire (caractéristiques sociales, nombre, etc.) ?

Nombre total de bénéficiaires : Une vingtaine de producteurs et 500 clients de passage ou locaux

Nombre de bénéficiaires par âge :

0-5 ans	16-17 ans	50-65 ans
6-11 ans.....	18-25 ans	Plus de 65 ans...
12-15 ans	26-49 ans....	Tous âges..500...

Nombre de bénéficiaires par sexe :

Homme 250 Femmes.. 250

Nombre de bénéficiaires résidant dans un quartier de la politique de la ville :

Moyens mis en œuvre :

Moyens humains mobilisés

	Nombre de personnes	Nombre d'ETP(1)
Bénévoles participant activement à l'association	13	1 (mis à disposition par la FDSEA)
Salariés	1 (mis à disposition par la FDSEA)	
Dont emplois aidés		

Nombre de personnes affectées à la réalisation de l'action : 14

Envisagez-vous de procéder à un (ou des) recrutement(s) pour la mise en œuvre de l'action ?

☐ OUI ☒ NON

Si oui, combien (en ETP) :

3-1.3 Description de l'action (suite)

Intervenants dans l'action :

Nom Prénom	Début de contrat (le mois et année)	Fin de contrat (le mois et année)	Fonction	Statut (1)	Nombre d'heures consacrées à l'action	Qualification
Elodie Martin Mise à disposition par la FDSEA	Mars 2015		Chargée de communication	CDI	70	Master en communication

(1) F = Fonctionnaires

AR = Adulte-relais

MAD = Mise à disposition gratuite de personnel salarié

IS = Intermittent du Spectacle

CDD/CDI = Contrat à durée déterminée/intéterminée

CAE = Contrat d'Apprentissage à l'Emploi

V = Vacataire

PE = Prestataire Externe

ST = Stagiaire

SCV = Sce Civil Volontaire

AP = contrat d'Apprentissage

B = Bénévole

Moyens matériels affectés à la réalisation de l'action :

Locaux :

Le déroulement de l'action est-il prévu dans les locaux de l'association ? ☐ OUI ☒ NON

Si non, dans quels locaux se déroule l'action ? (nom de la collectivité ou de l'organisme qui loue ou met à disposition les locaux) : Gourdon, en plein air

Autres moyens (équipements, matériel et services mobilisés dans le cadre de l'action) :

Préciser lesquels selon la nature de l'action (ex : bibliothèque, accès internet, matériel informatique...) :

Site internet, facebook, presse, radios locales, flyers, affiches, barnums...

Partenariat au service de l'action

La mise en œuvre opérationnelle de l'action fait-elle intervenir d'autres associations ou organismes ?

X OUI ☐ NON

Si oui, lesquels ? Partenariat avec la FDSEA 06 qui mettra à disposition une salariée pour l'organisation de la manifestation.....

3-1.4 Description de l'action (suite)

Information et communication

Quels supports de communication envisagez-vous pour faire connaître votre action ?

Affiches, flyers, Facebook, articles dans Nice Matin, spots publicitaire Agora FM...

Zone géographique ou territoire de réalisation de l'action (quartier, commune, canton, département, zone géographique, etc...)- Préciser le nom du territoire concerné(s) :

Echelle de l'action :

☐ quartier X commune ☐ département ☐ autre

CUCS de rattachement :

L'action proposée se déroule-t-elle dans un ou plusieurs quartiers prioritaires de la politique de la ville (tels que définis au sein des CUCS) ?

☐ OUI ☐ NON X Ne sait pas

Si oui, que est le **nom de ce(s) quartier(s)**.....

Dans tous les cas de figure, préciser l'**adresse complète de déroulement de l'action** :

6620 Gourdon

Calendrier prévisionnel :

Date de la manifestation : 05 mai 2016

Durée prévue (nombre de mois ou d'année(s)) : 1 jour

Pour les actions VVV, préciser la période :

☐ VVV (Février-Pâques) X VVV2 (été) ☐ VVV3 (Toussaint – Noël)

Fréquence de réalisation de l'action :

☐ quotidienne ☐ hebdomadaire ☐ mensuelle ☐ bimestrielle ☐ semestrielle X sans périodicité

3-1.5 Description de l'action (suite)

Méthode d'évaluation et indicateurs (quantitatifs/qualitatifs) choisis au regard des objectifs ci-dessus :

Réunion d'échange avec la commune de Gourdon

Questionnaires de satisfaction : distribués sur les marchés

Information complémentaire éventuelle :

3-2.1 Budget prévisionnel de l'action

Ce budget doit être établi en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects et l'ensemble des ressources affectées à l'action.

Nature et objet des postes de dépenses les plus significatifs (honoraires de prestataires, déplacements, salaires, etc.) :

- Déplacements
- Communication
- Achat de matériel (fournitures, décorations etc.)
- Rémunération et honoraires pour animations

Notre principal partenaire est le Conseil Départemental qui finance l'action à hauteur de 1 000 €. Nous vous demandons donc une participation de 600 €.

Est-il prévu une participation financière des bénéficiaires (ou du public visé) de l'action ?

Oui, la participation reste symbolique et représente un engagement de la part de l'agriculteur.

Pratiques tarifaires appliquées à l'action (gratuité, tarifs modulés, barème, prix unique, etc.) :

Prix unique : 15 € par stand.

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Communication (création affiches, flyers etc.) : 20%
Frais de déplacement (des bénévoles et des animaux) : 16%
Achat de matériel (fournitures, décorations etc.) : 27%
Rémunération et honoraires pour animations : 27 %

Quelles sont les contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée⁹ ?

13 bénévoles pour la mise en place du marché. Mairie bénévole qui nous met à disposition une partie du domaine public.

Autres observations sur le budget prévisionnel de l'opération :

⁹

Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc) ou immeuble. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables.

3-2.2 Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Le budget du syndicat est le même que celui de l'action, cette action est une première édition. Nous vous remettons donc le budget prévisionnel de l'action 2016.

CHARGES	MONTANT ¹⁰	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
DEPENSES IMPREVUES		EXEDENT ANTERIEUR REPORTE	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	600
Prestations de services	280	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	180	74- Subventions d'exploitation¹¹	
Autres fournitures	800	CUCS	
61 - Services extérieurs		Droit commun :	
		Etat :	
		-DRAAF	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		- PACA	
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs		- Alpes Maritimes	1000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	600	Intercommunalité(s) : ¹²	
Publicité, publication	580	- CASA	600
Déplacements, missions	450	Commune(s) :	
Services bancaires, autres		- Gourdon	
63 - Impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		- CAF	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		Fonds européens	
Rémunération des personnels,		L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	500
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	10	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement		Autofinancement	200
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	2 900	TOTAL	2 900

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

4-1. Déclaration sur l'honneur

Cette fiche doit obligatoirement être remplie pour toute demande (initiale ou renouvellement) quel que soit le montant de la subvention sollicitée. Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'association, merci de joindre le pouvoir lui permettant d'engager celle-ci.

Je soussigné(e), (nom et prénom) Bruno GABELIER
représentant(e) légal(e) de l'association,

- certifie que l'association est régulièrement déclarée ;
- certifie que l'association est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants ;
- certifie exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment la mention de l'ensemble des demandes de subventions introduites auprès d'autres financeurs publics ainsi que l'approbation du budget par les instances statutaires ;

- demande une subvention de :600..... €

- précise que cette subvention, si elle est accordée, devra être versée sur le compte bancaire ou postal de l'association :

Nom du **titulaire du compte** : Syndicat Agricole Intercommunal des Gorges du Loup, Bruno GABELIER

Banque : CA PCA.....

Domiciliation :siège du syndicat : Mairie de Turrettes sur Loup Code postal :

06140 Commune : TOURRETTES SUR LOUP

Code Banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB / RIP
19106	00647	00098286705	68

Le candidat fait-il l'objet d'une procédure de redressement ou de sauvegarde judiciaire ?

X non ☐ oui (produire la copie du jugement correspondant)

- Que la personne dont les qualités, nom et signature suivent, a procuration pour signer en mes lieu et place les documents demandés par les financeurs si je suis moi-même empêché(e) et je m'engage à faire connaître toute limitation apportée à cette délégation :

Personne recevant délégation :

Sans objet ☐ Signature de la
personne déléguée

Nom :

Prénom :

Fait, le 16 / 03 / 2016..... à...NICE.....

Bruno GABELIER,

Président du Syndicat Agricole Intercommunal des Gorges du Loup

ATTENTION

Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.
Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de service ou de l'Etablissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.

4-2. Attestation

Conformément à la Décision 2012/21/UE de la Commission européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (CE) N°360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 qui étend l'exemption aux aides accordées sous forme de compensation de service public à une même entité sur une période de trois exercices fiscaux dont le montant total n'excède pas 500 000 € (de minimis spécifique aux services d'intérêt économique général -SIEG-)

Je soussigné(e), (nom et prénom) GABELIER Bruno.....

représentant(e) légal(e) de l'association, Syndicat Agricole Intercommunal des Gorges du Loup

certifie sur l'honneur que l'association n'a pas bénéficié d'un montant total d'aides publiques supérieur à 500 000 € sur les trois derniers exercices.

Fait, le16/03/2016..... àNice.....

Signature

Sont concernées les aides publiques de toute nature (subvention directe, mise à disposition de personnels ou de locaux, exonération des charges sociales ou fiscales) attribuées par l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics ou l'Union européenne.

5. Pièces à joindre à votre dossier de demande de subvention

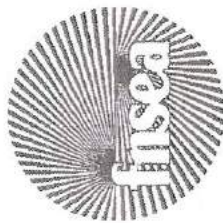
Pour une première demande :

1. Les **statuts régulièrement déclarés**, en un seul exemplaire. Si l'association est enregistrée dans le RNA (cf. page 2), il n'est pas nécessaire de les joindre.
2. La **liste des personnes chargées de l'administration de l'association** régulièrement déclarée (composition du conseil, du bureau, ...). Il n'est pas nécessaire de la joindre si l'association est enregistrée dans le répertoire national des associations (RNA).
3. Un **relevé d'identité bancaire**, portant une adresse correspondant à celle du n°SIRET.
4. Si le présent dossier n'est pas signé par le représentant légal de l'association, **le pouvoir donné par ce dernier au signataire**.
5. Les comptes approuvés du dernier exercice clos.
6. Le rapport du commissaire aux comptes pour les associations qui ont désigné un, notamment celle qui ont reçu annuellement plus de 153.000 euros de dons ou de subventions.
7. Le cas échéant, la référence de la publication sur le site Internet des JO des documents ci-dessus. En ce cas, il n'est pas nécessaire de les joindre.
8. **Le plus récent rapport d'activité approuvé.**

Pour un renouvellement :

1. Un exemplaire des statuts déposés ou approuvés de l'association, **seulement s'ils ont été modifiés depuis le dépôt d'une demande initiale**. Si l'association est enregistrée dans le RNA, ce n'est pas nécessaire ;
2. La **liste des personnes chargées de l'administration de l'association** régulièrement déclarée **si elle a été modifiée**. Ce n'est pas nécessaire si l'association est enregistrée dans le RNA.
3. Un **relevé d'identité bancaire de l'association** **s'il a changé**, portant une adresse correspondant à celle du n°SIRET.
4. Si le présent dossier n'est pas signé par le représentant légal de l'association, **le pouvoir donné par ce dernier au signataire**.
5. Le rapport du commissaire aux comptes pour les associations qui ont désigné un, notamment celle qui ont reçu annuellement plus de 153.000 euros de dons ou de subventions.
6. Le cas échéant, la référence de la publication sur le site Internet des JO des documents ci-dessus. En ce cas, il n'est pas nécessaire de les joindre.

7. Le plus récent rapport d'activité approuvé.



C.G.A.

Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles

STATUTS-TYPES DE SYNDICAT LOCAL INTERCOMMUNAL

(Adoptés le 11 avril 1973 par l'Assemblée Générale de la F.N.S.E.A.,
modifiés le 11 mars 1980, le 11 avril 1989, le 7 avril 1998, 21 mars 2000)

SYNDICAT D'EXPLOITANTS AGRICOLES (S.E.A.) DES GORGES DU LOUP

STATUTS

TITRE PREMIER

CONSTITUTION DU SYNDICAT

ARTICLE PREMIER (Obligatoire)

Entre les soussignés et ceux qui adhéreront ultérieurement aux présents statuts, il est institué un syndicat agricole qui sera régi par la loi du 21 mars 1884, modifiée par celle du 12 mars 1920 et les lois ultérieures, conformément au Livre IV, Titre 1^{er} du Code du Travail.

ARTICLE 2 (Obligatoire)

Ce syndicat prend le titre de « Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup ».

Il est valablement formé à dater du jour du dépôt légal de ses statuts.
Son siège social est installé à la Mairie de Tourrettes-sur-Loup.

Il peut être déplacé dans la limite de sa circonscription sur décision du Conseil d'Administration.

ARTICLE 3 (Obligatoire)

La durée du Syndicat est illimitée.

La circonscription territoriale à laquelle doivent appartenir les adhérents est limitée aux communes de Tourrettes-sur-Loup, Le-Bar-sur-Loup, Gourdou, Caussois et Courmes.

Il est affilié à la Fédération Départementale des Syndicats D'Exploitants Agricoles des Alpes-Maritimes, elle-même affiliée à la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles.

TITRE II

ADMISSIONS

ARTICLE 4 (Obligatoire)

Sont considérées comme exploitants agricoles les personnes physiques qui remplissent les conditions suivantes :

- exercer une activité agricole à titre professionnel soit dans une exploitation individuelle, soit au sein d'une société ;
- assurer la surveillance et la direction de l'exploitation et participer de façon effective aux actes nécessaires à l'exploitation ;
- bénéficier des résultats de l'exploitation et en supporter les pertes.

Peuvent faire partie du Syndicat en qualité de membres adhérents, les exploitants et leurs conjoints qui remplissent les conditions ci-dessus.

Les membres majeurs de la famille de l'exploitant, travaillant exclusivement sur l'exploitation, participent de droit aux activités et délibérations du Syndicat dans les conditions précisées par les articles suivants.

En outre, l'un des membres majeurs de la famille travaillant exclusivement sur l'exploitation, peut participer aux votes par délégation de l'exploitant ou de son conjoint, soit que ceux-ci soient absents, soit qu'ils préfèrent déléguer leur droit de vote.

Peuvent en outre faire partie du Syndicat en qualité de membres affiliés, les anciens exploitants et les propriétaires ruraux non exploitants.

Sont considérées comme anciens exploitants, les personnes physiques qui ont rempli, pendant au moins 10 ans les conditions d'exploitant ci-dessus énoncées et qui n'exercent pas d'autre profession.

Les membres affiliés ne participent pas avec voix délibérative aux Assemblées Générales du Syndicat, mais ils participent avec voix délibérative aux réunions, délibérations et votes de leur section. Ils sont représentés au Conseil d'Administration et au Bureau du Syndicat dans les conditions prévues aux articles suivants.

ARTICLE 5 (Obligatoire)

Toute demande d'admission est prononcée par le Conseil d'Administration à la majorité des membres présents.

Lorsqu'il n'est pas répondu affirmativement dans les 15 jours à une demande d'admission, celle-ci doit être considérée comme repoussée.

En cas de rejet, appel peut être interjeté devant la Commission des Statuts et des Conflits de la Fédération Départementale, par lettre recommandée.

ARTICLE 6 (Facultatif)

Dès son admission par décision du Conseil d'Administration du Syndicat ou par décision de la Commission Départementale des Statuts et des Conflits, le nouveau membre doit verser la totalité de sa cotisation afférente à l'exercice en cours.

ARTICLE 6 bis (Obligatoire)

Dès qu'il s'est acquitté de sa cotisation, le nouveau membre doit recevoir sa carte de syndiqué mentionnant sa qualité (membre adhérent ou affilié) et sa catégorie sociale (propriétaire-exploitant, fermier ou métayer, bailleur en fermage ou en métayage).

Cependant, il ne participe aux élections syndicales dans les conditions prévues à l'article 4 que s'il s'est acquitté de la cotisation syndicale de l'année précédente.

Toutefois, cette condition n'est pas exigée pour les exploitants nouvellement installés dans la circonscription géographique du syndicat.

ARTICLE 7 (Obligatoire)

Le Syndicat doit tenir constamment à jour une liste des membres portant indication de leur catégorie (preneur en métayage, en fermage, bailleur en métayage, en fermage, par exemple).

ARTICLE 8 (Obligatoire)

La qualité de membre se perd par démission ou exclusion. La démission est adressée par lettre recommandée au Président.

Peut être exclu tout syndiqué qui aura porté préjudice à l'organisation syndicale.

L'exclusion est prononcée par le Conseil d'Administration à la majorité absolue de ses membres. Une lettre recommandée indiquant les motifs de l'exclusion notifiera à l'intéressé la décision du Conseil. Celle-ci devient effective deux mois après l'envoi de la lettre.

Le membre exclu peut, dans les 15 jours qui suivent la notification, interjeter appel par lettre recommandée devant la Commission des Statuts et des Conflits de la Fédération Départementale.

TITRE III

OBJET DU SYNDICAT

ARTICLE 9 (Facultatif) (1)

Le Syndicat assure la représentation et la défense des intérêts matériels, moraux et sociaux de la profession agricole. Il a notamment pour but :

- a) D'examiner tous les problèmes économiques et sociaux, ainsi que les réformes législatives que peut exiger l'intérêt de l'Agriculture ;
- b) De préparer, encourager, soutenir la création et le fonctionnement d'institutions agricoles, telles que sociétés coopératives, caisses d'assurances mutuelles ; sociétés de secours mutuels contre la maladie, caisses de retraite pour la vieillesse, assurances contre les accidents, caisses locales de crédit agricole, offices de renseignements pour les offres et demandes de produits, d'engrais, d'animaux, de machines, de semences, etc ;
- c) De favoriser les essais de cultures, d'engrais, de semences, d'expérimenter les instruments professionnels et tous autres moyens propres à faciliter le travail, augmenter la production, diminuer les prix de revient, etc ;
- d) D'encourager l'enseignement agricole et de le favoriser par des conférences et tous moyens qui seront reconnus utiles ;
- e) De donner des consultations sur tout ce qui concerne la profession agricole ;
- f) D'encourager le travail agricole par l'organisation de concours ;
- g) De promouvoir toutes initiatives utiles en faveur de la jeunesse rurale ou toutes manifestations visant l'agriculture ;
- h) De créer des sections qui seront chargées de l'examen des problèmes relatifs aux diverses productions agricoles ou ayant trait aux problèmes sociaux ou humains.

(1) On peut ajouter éventuellement à la fin de cet article le paragraphe suivant :

" Le Syndicat est autorisé à effectuer les opérations énumérées par l'article L.411-8 du Livre IV du Code du Travail " (Voir en dernière page).

TITRE IV

ASSEMBLEE GENERALE ET REPRESENTATION DU SYNDICAT

ARTICLE 10 (Obligatoire)

L'Assemblée Générale se compose de tous les membres adhérents du Syndicat. Les membres affiliés y participent avec voix consultative.

ARTICLE 11 (Obligatoire)

Une Assemblée Générale ordinaire a lieu tous les ans entre le 1^{er} novembre et le 30 avril.

Elle procède, s'il y a lieu, au renouvellement des administrateurs.

Toutes les questions à l'ordre du jour y seront discutées et sanctionnées par un vote, soit au scrutin secret, soit à main levée.

Après examen des comptes et du budget, l'Assemblée donne décharge au trésorier, s'il y a lieu.

L'Assemblée Générale se tient à tour de rôle dans chaque commune de la circonscription du Syndicat.

Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises dans les conditions suivantes :

a) L'Assemblée Générale ne peut délibérer que si le tiers au moins des membres adhérents du Syndicat est présent et si chaque commune dispose d'au moins un représentant. Dans le cas où l'une de ces conditions n'est pas réunie, une nouvelle convocation est adressée aux membres du Syndicat pour une nouvelle Assemblée Générale se tenant 10 jours au moins et 20 jours au plus, après la première. Cette seconde Assemblée Générale délibère valablement quels que soient les présents.

b) Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents.

Toutefois, une décision intéressant directement et spécialement une commune doit recueillir, en plus de la majorité définie ci-dessus, la majorité absolue des membres représentant cette commune.

Pendant le cours de l'année, le Président peut convoquer une ou plusieurs Assemblées Générales extraordinaires, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Bureau ou du tiers des membres adhérents du Syndicat.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux transcrits sur un registre et signés par le Président et le Secrétaire.

ARTICLE 12 (Obligatoire)

Le Syndicat est représenté à l'Assemblée Générale de la Fédération Départementale par des délégués élus par le Conseil d'Administration.

Toutefois, si 10 % au moins des syndiqués en expriment le désir, les délégués seront élus par les membres adhérents du Syndicat.

Seuls, les membres adhérents seront éligibles.

L'élection aura lieu à bulletins secrets, au scrutin majoritaire à un tour, le jour de l'Assemblée Générale ordinaire annuelle, après l'élection du Conseil d'Administration et du Bureau.

Les syndiqués désirant que les délégués soient élus par l'Assemblée Générale, adresseront leur requête par lettre recommandée, à la Commission Départementale des Statuts, au moins 15 jours avant l'Assemblée Générale.

Ladite Commission désignera un représentant qui assistera aux opérations de vote.

Le nombre des délégués est fixé par la Commission Départementale des Statuts, en application des dispositions des statuts de la Fédération Départementale.

TITRE V

REPRESENTATION DES CATEGORIES DE SYNDIQUES

ARTICLE 13 (Obligatoire)

Chaque catégorie sociale représentée au sein du Syndicat doit être représentée à l'Assemblée Générale de la Section correspondante de la Fédération Départementale.

A cet effet, les membres de chaque catégorie participent à l'élection des délégués qu'organise la section départementale intéressée.

Le nombre de délégués que doit élire chaque catégorie est fixé par le Conseil d'Administration de la Section départementale intéressée, en application des dispositions du règlement intérieur de ladite section. Ce même Conseil fait également connaître au Syndicat la date du scrutin au moins six semaines avant les élections.

Sont éligibles comme représentants d'une catégorie sociale les électeurs du collège correspondant.

Le Conseil d'Administration du Syndicat doit informer les syndiqués de l'heure, de la date et du lieu des élections au moins un mois à l'avance.

Le scrutin a lieu à bulletins secrets au scrutin majoritaire à un tour.

ARTICLE 14 (Obligatoire)

Tout membre du Conseil d'Administration peut être spécialement mandaté pour défendre et représenter aux échelons supérieurs de l'organisation, l'un des principaux produits agricoles (végétaux ou animaux) habituellement récolté dans l'aire d'action du Syndicat.

A cet effet, et avant l'élection des Administrateurs, les membres de l'Assemblée Générale, groupés par catégories de producteurs spécialisés, proposent au suffrage de ladite Assemblée les personnalités que leur compétence désigne particulièrement pour représenter une production déterminée.

TITRE VI

ADMINISTRATION DU SYNDICAT

ARTICLE 15 (Obligatoire)

Le syndicat est administré gratuitement par un Conseil d'Administration de cinq membres, élus pour 3 ans au scrutin secret, par les adhérents, membres de l'Assemblée Générale, ou leurs représentants dûment mandatés, à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Chaque commune est représentée au sein du Syndicat par un nombre d'administrateurs proportionnel au nombre de ses adhérents. Les adhérents de chaque commune sont regroupés pour le vote dans un collège communal. Chaque collège communal choisit, parmi les administrateurs qu'il élit, un responsable qui porte le titre de délégué communal.

Lorsque le nombre d'adhérents d'une commune augmente ou diminue entre deux renouvellements du Conseil d'Administration, la représentation au Conseil de cette commune n'est pas modifiée.

Les membres d'une même famille, jusqu'au 4^e degré inclus, ne peuvent détenir plus de la moitié des sièges d'administrateurs prévus par les paragraphes ci-dessus. La Commission Départementale des Statuts et des Conflits pourra toutefois, sous le contrôle de la Commission Nationale, accorder des dérogations à cette règle, sur justification de conditions exceptionnelles.

Cette règle n'est pas applicable aux élections de responsables d'une section sociale ou d'une production spécialisée.

Les agricultrices, c'est-à-dire les exploitantes, les conjointes et filles d'exploitants adhérant au syndical local, sont représentées au sein du Conseil d'Administration par deux déléguées élues par elles au scrutin majoritaire à deux tours.

En outre, les jeunes exploitants, les fils et filles d'exploitants, répondant aux conditions prévues par les présents statuts-types, seront représentés au sein du Conseil d'Administration du Syndicat local par deux délégués (1 garçon et 1 fille).

Les membres affiliés sont représentés au Conseil d'Administration par des administrateurs élus dans le cadre de leur section respective. Chaque section dispose d'un administrateur. Ce nombre peut être augmenté pour tenir compte du nombre de membres affiliés de chaque section. Le nombre total d'administrateurs élus par les membres affiliés ne pourra cependant être supérieur au 1/3 du nombre de membres élus par les membres adhérents.

Les administrateurs doivent répondre aux conditions de l'article L.411-4 du Code du Travail et plus précisément jouir de leurs droits civiques et n'avoir encouru aucune des condamnations prévues aux articles L.5 et L.6 du Code Electoral.

Le Conseil choisit lui-même les membres du Bureau qui comprend : 1 président, 2 vice-présidents, 1 secrétaire, 1 trésorier.

Au moins un des membres du Bureau, à l'exception du président et des vice-présidents, sera choisi parmi les délégués des jeunes au Conseil d'Administration.

Les membres affiliés sont représentés au sein du Bureau par un représentant de chaque section.

Les fonctions de membre du Bureau et de délégué à l'Assemblée Générale de la Fédération Départementale peuvent se cumuler.

ARTICLE 15 bis (Obligatoire)

Pour être éligible, il est nécessaire :

- de répondre à la définition de l'exploitant, ou de conjoint de l'exploitant au sens de l'article 4 des présents statuts,
- d'avoir été régulièrement élu à toutes fonctions syndicales,
- de ne pas avoir enfreint les règles de la discipline syndicale,
- de ne pas être investi d'un mandat parlementaire,
- de s'être acquitté de la cotisation syndicale de l'année précédente. Cette condition n'est pas exigée pour les exploitants nouvellement installés dans la circonscription géographique du syndicat.

Toutefois, les membres affiliés, ne répondant pas à la 1^{ère} condition ci-dessus, sont éligibles dans le cadre de leur section respective, dans les conditions fixées par les présents statuts.

L'élection des administrateurs est soumise à la ratification de l'Assemblée Générale. Cette ratification ne peut être refusée que lorsque les conditions énoncées ne sont pas remplies.

Dans le cas où l'élection d'un membre du Conseil d'Administration donnerait lieu à contestation, la Commission Départementale des Statuts et des Conflits se saisit du litige, l'instruit et décide s'il y a lieu ou non à invalidation.

Sa décision est susceptible d'appel devant la Commission Nationale des Statuts et des Conflits.

En cas d'invalidation, tant que cette dernière n'aura pas statué, l'administrateur, objet de l'invalidation, ne pourra siéger au Conseil.

ARTICLE 16 (Facultatif)

Le Président dirige les travaux du Syndicat, il ordonne les convocations, préside les séances du Bureau, du Conseil et de l'Assemblée Générale. Conjointement avec le Secrétaire, il signe les procès-verbaux des séances.

Il agit au nom du Syndicat et le représente dans tous les actes de la vie civile. Il ordonnance les dépenses. En cas d'absence, il est remplacé par l'un des vice-présidents ou, à défaut, par l'un des administrateurs délégué par ses collègues.

ARTICLE 17 (Facultatif)

Le Secrétaire est dépositaire des archives du Syndicat ; il tient la correspondance, peut la signer par délégation du Président et rédige les procès-verbaux.

ARTICLE 18 (Facultatif)

Le Trésorier est dépositaire des fonds ; il reçoit les cotisations, encaisse les sommes pouvant revenir au Syndicat et paye les dépenses sur le visa du Président. Sa comptabilité, toujours tenue à jour, est vérifiée par le Bureau. Il présente tous les ans, à l'Assemblée Générale, un état de la situation financière.

ARTICLE 19 (Facultatif)

Le Conseil se réunit deux fois par an ou chaque fois que le Président ou le tiers des membres du Conseil le juge nécessaire. Il a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires du Syndicat.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'opérations dépassant la somme de cinq mille euros, les syndiqués devront être consultés et réunis à cet effet en Assemblée Générale extraordinaire.

Le Conseil arrête l'ordre du jour des Assemblées Générales ; il propose à l'Assemblée Générale le taux des cotisations qui, en aucun cas, ne doit être inférieur à celui demandé par la Fédération Départementale ; il établit pour elle l'état des comptes et un rapport sur la marche du Syndicat pendant l'année écoulée.

Il donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Président ou le Bureau. Les délibérations sont prises à la majorité des voix et ne sont valables qu'autant que le nombre des présents n'est pas inférieur au tiers du nombre d'administrateurs.

Est considéré comme démissionnaire tout membre du Conseil qui s'abstient d'assister à trois sessions du Conseil sans avoir présenté d'excuses jugées valables.

ARTICLE 20 (Facultatif)

Les membres du Conseil ne contractent, en raison de la gestion du Syndicat, aucune obligation personnelle, ni à l'égard des syndiqués, ni à l'égard des tiers.

TITRE VII

PATRIMOINE SOCIAL DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 21 (Facultatif)

Les recettes du Syndicat sont les suivantes : cotisations des membres, subventions de l'Etat, du département et des communes, intérêts des fonds de réserve, produits divers, dons, legs et, généralement, toute ressource autorisée par la loi.

Les dépenses comprennent : les frais d'administration, de propagande et de correspondance, l'impression des bulletins ou des circulaires, les primes d'encouragement et les dépenses de participation aux concours, l'entretien des champs d'expériences, les pertes de natures diverses, les allocations, etc.

ARTICLE 22 (Facultatif)

Au cas où le quantum des recettes est inférieur à celui des dépenses, il peut être demandé, à titre exceptionnel, une cotisation supplémentaire.

ARTICLE 23 (Obligatoire)

En cas de dissolution volontaire, comme en cas de dissolution prononcée par la justice, l'Assemblée Générale, réunie à cet effet, décide, à la majorité des membres présents, l'emploi des fonds pouvant rester en caisse, en faveur d'une œuvre d'assistance d'intérêt agricole ou connexe, sans que jamais la répartition s'en puisse faire entre les syndiqués.

ARTICLE 24 (Obligatoire)

Les formalités de dépôt des présent statuts doivent être effectuées à la Mairie de la localité où le Syndicat est établi, conformément aux dispositions des articles L-411-3 et R.411-1 du Livre IV du Code du Travail.

Le Syndicat doit faire connaître, dans les conditions prévues aux mêmes articles du Code du Travail, les noms des membres de son Conseil d'Administration.

ARTICLE 25 (Obligatoire)

Aucune modification ne peut être apportée aux articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 bis, 7, 8, 10, 12, 13, 14, 15, 15 bis, 23, 24, 25, sans avoir été soumise à la ratification de la Commission Nationale des Statuts et des Conflits de la F.N.S.E.A.

ANNEXE

(Rappel des textes législatifs)

(Loi du 21 mars 1884, complétée par la loi du 12 mars 1920, Livre IV, Titre Ier du Code du Travail).

ARTICLE L.411-1 8 du Code du Travail

S'ils y sont autorisés par leurs statuts, et à condition de ne pas distribuer de bénéfices, même sous forme de ristournes, à leurs membres, les Syndicats peuvent :

1°) Acheter pour les louer, prêter ou répartir entre leurs membres tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, matières premières, outils, instruments, machines, engrais, semences, plantes, animaux et matières alimentaires pour le bétail.

2°) Prêter leur entremise gratuite pour la vente des produits provenant exclusivement du travail personnel ou des exploitations des syndiqués ; faciliter cette vente par exposition, annonces, publications, groupements de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous leur nom et sous leur responsabilité.

-_-_*-*

Procès-verbal

Assemblée Général du Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup

Le 15 décembre 2011 à la Mairie, 06650 Rouret

Le 15 décembre 2011, à la Mairie du Rouret, a eu lieu l'Assemblée Générale du Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup, dont le siège social est situé à la Mairie, 06140 Tournettes-sur-Loup

Etaient présents :

- Monsieur Coche Jérôme, Secrétaire du Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup,
- Monsieur Courron Jacques,
- Monsieur Frère Jean-Michel, Secrétaire Général de la FDSEA des Alpes-Maritimes,
- Monsieur Poussou Pierre,
- Monsieur Gabelier Bruno, Président du Syndicat d'Exploitants Agricoles des Gorges du Loup.

Monsieur Gabelier préside la séance, la séance est ouverte à 18h10.

Le Président constate que l'assemblée peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau de l'assemblée et met à la disposition de ses membres :

- un exemplaire de la convocation de l'assemblée,
- les pouvoirs des membres représentés,
- autres documents,
- les statuts du syndicat.

Le Président déclare que tous les documents devant, d'après les dispositions légales, statutaires ou réglementaires, être communiqués aux membres du syndicat avant la tenue de l'assemblée, l'ont été dans les délais imposés.

L'assemblée lui en donne acte.

Le président rappelle que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant :

- ✓ Point sur l'actualité syndicale ;
- ✓ Election du Conseil d'Administration ;
- ✓ Préparation de l'Assemblée Générale de la FDSEA ;
- ✓ Parole à l'Assemblée ;

Première Résolution

Le président propose de procéder à l'élection du conseil d'Administration.

L'Assemblée prend acte des candidatures.

Ont été élus à l'unanimité des voix :

- Monsieur Gabelier Bruno, Président,
- Madame Coche Florence, Vice Présidente,
- Monsieur Coche Jérôme, Secrétaire,
- Monsieur Jacques Courron,
- Monsieur Julien Bertaina.

Le conseil d'Administration a été élu conformément aux statuts.

Plus personne ne demandant la parole, cette résolution est adoptée à l'unanimité des présents et des représentés.

Deuxième Résolution

Le Président propose de nommer les délégués pour l'Assemblée Générale de la FDSEA.

L'assemblée prend acte des candidatures.

L'assemblée nomme comme délégués Monsieur Jérôme Coche et Monsieur Bruno Gabelier.

Plus personne ne demandant la parole, cette résolution est adoptée à l'unanimité

L'ordre du Jour étant épuisé, plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 21h00, pour se terminer sur un verre de l'amitié.

Tout pouvoir est donné au porteur des présentes pour effectuer les formalités statutaires.

Monsieur Gabelier Bruno,



Président

Monsieur Coche Jérôme,



Secrétaire

RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT



MAIRIE DE Tourrettes-sur-Loup

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE Tourrettes-sur-Loup

DONNE ACTE

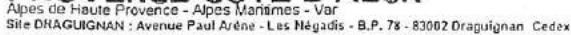
À MONSIEUR GABELIER Bruno
DU DÉPÔT FAIT DANS LES BUREAUX DE CETTE MAIRIE DES STATUTS
ET DE LA LISTE DES MEMBRES DU BUREAU DUDIT SYNDICAT EN EXÉ-
CUTION DES ARTICLES L 411.3 ET R 411.1 DU CODE DU TRAVAIL.

CE SYNDICAT A ÉTÉ ENREGISTRÉ EN MAIRIE SOUS LE
N° 01.1.2006.

FAIT à Tourrettes-sur-Loup le 03.10.2006

LE MAIRE,





SYNDICAT D'EXPLOITANT AGRICOLES
INTERCOMMUNAL DES GORGES DU LOUP
MAIRIE DE TOURRETTES SUR LOUP
06140 TOURRETTES SUR LOUP

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

- code banque — code guichet — numéro de compte — clé RIB

19106 00647 00098286705 68

Domiciliation CA TOURETTES/LOUP 04 93 59 32 27

- N° de compte international - International Banking Account Number (IBAN)

FR76 1910 6006 4700 0982 8670 568

Correspondence - Bank Identification code (BIC) AGRIFRPP891

Date _____

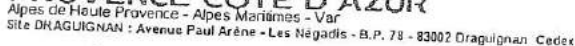
N° de compte à créditer

nb de chèques

montant total en Euros

0 0 0 9 8 2 8 6 7 0 5

00007073531 000033333300011111 000098286205



7073591

REMISE DE CHÈQUES EN EUROS

SYNDICAT D'EXPLOITANT AGRICOLES
INTERCOMMUNAL DES GORGES DU LOUP
MAIRIE DE TOURRETTES SUR LOUP
06140 TOURRETTES SUR LOUP

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

- code banque — code guichet — numéro de compte — clé RIB

19106	00647	00098286705	68
-------	-------	-------------	----

Domiciliation CA TOURETTES/LOUP 04 93 59 32 27

- N° de compte international - International Banking Account Number (IBAN)

FR76 1910 6006 4700 0982 8670 568

Domiciliation - Bank Identification code (BIC) AGRIFRPP891

Date _____

N° de compte à créditer

nb de chèques

montant total en Euros

0 0 0 9 8 2 8 6 7 0 5

[illegible]

SYNDICAT AGRICOLE INTERCOMMUNAL DES GORGES DU LOUP

<u>NOTE</u>

Le Syndicat Agricole Intercommunal des Gorges du Loup n'a pas eu d'activité depuis l'année 2012.

Nous vous joignons ainsi à cette demande de subvention les données financières et rapport d'activité les plus récents (2011/2012).

Comptes du dernier exercice clos

Bilan 2015

DEPENSES	2015	RECETTES	2015
Achats de matériel	A U C U N E	Subvention de l'état	A U C U N E
Achats de consommables		Subvention du département	
Location immobilière (MIN)		Subvention de la région	
Communication		Subvention des communes	
Frais de réception, missions, etc		Autres subventions publiques	
Frais administratifs		Partenariat Crédit Agricole	
Dépense actions techniques		Location de stands	
Déplacement		Auto-financement	
Animation		Participation Agriculteurs	
Assurance			
Participation aux frais du comité des fêtes	A C T I V I T E		A C T I V I T E
Constitution trésorerie			
TOTAL DES DEPENSES	0,00 €	TOTAL DES RECETTES	0,00 €

A Nice, le 16 février 2016
Le Président, Bruno Gabelier

ANNEXE 2 BUDGET DE L'ORGANISME

Compte arrêté 2011 ; budget 2012 ; budget prévisionnel 2013

DEPENSES	2011	2012	2013	RECETTES	2011	2012	2013
Achats de matériel	150,00 €	180,00 €	180,00 €	Subvention de l'Etat			
Achats de consommables				Subvention du Département	1 200,00 €	1 000,00 €	1 200,00 €
Communication	560,00 €	580,00 €	580,00 €	Subvention de la région			
Frais de reception, missions etc...				Subvention des Communes	500,00 €	600,00 €	600,00 €
Frais administratifs	600,00 €	600,00 €	600,00 €	Autres subventions publiques			
Dépense actions techniques	320,00 €	280,00 €	280,00 €	Partenariats Crédit Agricole	450,00 €	500,00 €	500,00 €
déplacements d'animaux	300,00 €	450,00 €	450,00 €	Location de stands	380,00 €	420,00 €	400,00 €
Animation	640,00 €	600,00 €	600,00 €	Auto-financement	40,00 €	170,00 €	
Dotaton pour amortissement et risques			10,00 €				
TOTAL DES DEPENSES	2 570,00 €	2 690,00 €	2 700,00 €	TOTAL DES RECETTES	2 570,00 €	2 690,00 €	2 700,00 €

A Nice, le 29 octobre 2012

Le Président,
GABELIER Bruno



RAPPORT MORAL ET FINANCIER

Cher(e) collègue,

Nous avons organisé le 2 juin 2011 la Fête Paysanne de Gourdon.

La pluie s'est malheureusement invitée à cette édition. Notre Syndicat Agricole a tout de même souhaité maintenir la Fête car un report s'avéré impossible. La Fête n'a ainsi pas rencontré le même succès que les années précédentes. Les exposants ont, malgré les conditions météorologiques difficiles, répondu présent. Le public qui s'est déplacé a ainsi pu y découvrir les produits de notre département (fromage, fruits, légumes, huile d'olive, miel...).

De nombreuses animations ont ponctuées la journée pour le plaisir des plus jeunes mais aussi des moins jeunes (maquillage, jeux ...).

Cette manifestation, a pu avoir lieu grâce aux subventions du Conseil Général des Alpes-Maritimes, de la Mairie de Gourdon, du Crédit Agricole et grâce à la vente de produits issus de l'agriculture du département.

Notre Syndicat Agricole, souhaite renouveler cette action l'an prochain une nouvelle édition d'une fête qui est dors et déjà devenue une institution, en espérant que l'an prochain la météo sera plus clémente.

Le Président,
Bruno Gabelier



SYNDICAT AGRICOLE INTERCOMMUNAL DES GORGES DU LOUP

Assemblée générale du 21 Novembre 2012

RAPPORT MORAL ET FINANCIER

Cher(e) collègue,

Nous avons organisé le jeudi 17 mai 2012, la Fête Paysanne de Gourdon.

La fête a rencontré cette année encore un immense succès.

De nombreuses animations ont ponctué la journée pour le plaisir des plus jeunes et des moins jeunes (maquillage, jeux ...).

Cette manifestation, a pu avoir lieu grâce aux subventions du Conseil Général des Alpes-Maritimes, de la Mairie de Gourdon, du Crédit Agricole et grâce à la vente de produits issus de l'agriculture du département.

Notre Syndicat Agricole, souhaite renouveler cette action l'an prochain une nouvelle édition d'une fête qui est d'ores et déjà devenue une institution.

Le 21 novembre 2012 au Rouret

Le Président,
Bruno Gabelier



SYNDICAT AGRICOLE INTERCOMMUNAL DES GORGES DU LOUP

Assemblée générale du 11/02/2015

RAPPORT MORAL ET FINANCIER

Cher(e) collègue,

Le Syndicat Agricole Intercommunal des Gorges du Loup n'a pas eu d'activité depuis l'année 2012. C'est donc avec un grand plaisir que le Syndicat vous annonce la relance de sa fameuse fête paysanne de Gourdon l'année prochaine, soit en 2016.

Cette manifestation se déroulera le jeudi de l'ascension soit le 05 mai 2016 pour le retour d'une manifestation emblématique des Gorges du Loup.

Fait au Rouret, le 11 février 2015

Bruno GABELIER, Président



AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 25/04/2016
Numéro : BC.2016.068
Nature : DE - Deliberations
Objet : Agriculture Convention de participation financière avec le Syndicat des exploitants Agricoles des gorges du Loup
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 109791804
Référence envoi : IDF2016-05-10T15-43-24.00
Envoyé le : 10/05/2016
à (TU) : 13h43:40

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 10/05/2016
Identifiant : 006-240600585-20160425-AOI_5999-DE

Acte reçu

Date : 25/04/2016
Numéro interne : AOI_5999
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Agriculture Convention de participation financière avec le Syndicat des exploitants Agricoles des gorges du Loup
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160425-AOI_5999-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20160425-AOI_5999-DE-1-1_2.pdf
006-240600585-20160425-AOI_5999-DE-1-1_3.pdf